



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Message

Français/English/Español

Message de M. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO, à l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants 12 juin 2009

Le fait que quelque 218 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans soient forcés à travailler constitue un affront à la dignité humaine et une violation de leur droit à l'éducation. Cette année, la Journée mondiale contre le travail des enfants célébrée le 12 juin attire l'attention sur les filles car elles font l'objet de nombreuses formes de discrimination. Plus de 100 millions de filles sont prisonnières du piège du travail des enfants. Elles travaillent pour leur famille mais sont également confrontées à quelques-unes des pires formes d'exploitation telles que le travail forcé, l'esclavage, la prostitution et la pornographie.

Bien que le nombre d'enfants qui travaillent ait diminué de 11 % depuis 2000 et de 33 % pour les enfants qui accomplissent des travaux dangereux, ces derniers impliquent toujours 74 millions d'enfants de moins de 14 ans. La Convention de l'OIT concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (1973) interdit le travail avant 15 ans. Cette année marque également le 10^e anniversaire de la Convention de l'OIT n° 182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants. Elle exhorte notamment les gouvernements à prendre en considération la situation particulière des filles qui travaillent.

Le travail des enfants est presque toujours ancré dans la pauvreté combinée à d'autres sources de marginalisation : le sexe, la langue, l'ethnicité, le handicap et les différences ville-campagne. C'est pourquoi la crise économique et financière actuelle exige une vigilance renforcée et des mesures urgentes pour limiter ses effets sur les plus pauvres.

Selon les prévisions, 50 à 90 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver dans une situation d'extrême pauvreté. Les données disponibles montrent que le travail des enfants augmente souvent dans les périodes de ralentissement de l'économie car les parents retirent leurs enfants de l'école pour qu'ils apportent un complément de revenu et ils retardent le début de la scolarisation de leurs plus jeunes enfants. Les filles sont encore plus vulnérables en temps de crise.

Laisser se perdre les progrès réalisés depuis 2000 dans le domaine du développement constituerait un revers impardonnable. Il y a plus d'enfants – et notamment plus de filles – scolarisés que jamais auparavant. Cependant les menaces qui pèsent sur l'éducation sont graves. Le ralentissement économique pourrait entraîner une baisse des dépenses publiques dans l'éducation et une réduction de l'aide à l'éducation. Les chiffres de 2007 – avant la crise – révèlent déjà une chute de 22 % de l'aide à l'éducation de base.

Protéger l'éducation – et protéger les plus vulnérables – est l'une des solutions à la crise actuelle. Il n'y a pas de meilleur investissement pour une société que l'éducation, en particulier l'éducation des filles. De nos jours, éduquer les filles a un impact tout au long de la vie sur la santé, la nutrition, l'emploi et la croissance. Avant tout, l'éducation est un droit humain fondamental dont sont actuellement privés 75 millions d'enfants, 55 % d'entre eux étant des filles.

En tant que membre fondateur de l'Équipe spéciale mondiale sur le

travail des enfants et coordinateur du mouvement de l'Éducation pour tous (EPT), l'UNESCO s'est engagée à éliminer le travail des enfants. L'Organisation travaille en étroite collaboration avec l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, l'Équipe spéciale inter institutions sur les adolescentes, l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'EPT et d'autres partenaires, notamment l'OIT. Elle apporte son aide aux gouvernements au niveau de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques d'éducation inclusive, du suivi de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant dont nous commémorons cette année le 20e anniversaire, ainsi que d'autres instruments normatifs qui prévoient le droit à l'éducation.

Le problème du travail des enfants doit être traité par le biais d'une approche intégrée comprenant des mesures destinées à réduire la pauvreté, à dispenser une éducation universelle et à promouvoir le développement économique et social. Cette approche doit également garantir la gratuité de l'enseignement primaire et prévoir des mesures compensatoires pour les familles les plus pauvres. J'exhorte tous les gouvernements et les partenaires du développement à reconnaître le rôle stratégique de l'éducation dans la rupture du cycle de la pauvreté et la promotion de l'égalité entre les sexes et à veiller à ce que l'élimination de toutes les formes de travail des enfants soit un élément central de cette politique.

Message from Mr Koïchiro Matsuura, Director-General of UNESCO, on the occasion of World Day Against Child Labour 12 June 2009

The fact that some 218 million children between the age of 5 and 17 are forced to work is an affront to human dignity and a violation of their right to education. This year's World Day Against Child Labour on 12 June puts the spotlight on girls because they suffer from multiple forms of discrimination. More than 100 million girls are trapped in child labour. They work for their families but they are also exposed to some of the most extreme forms of exploitation such as bonded labour, slavery, prostitution and pornography.

While the number of child labourers has fallen by 11 per cent since 2000 and by 33 per cent for children engaged in hazardous work, the latter still involves 74 million children under the age of 14. The ILO Minimum Age Convention for Admission to Employment (1973) forbids work under age 15. This year also marks the 10th anniversary of ILO Convention No. 182 Concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour. It notably requires governments to take into account the special situation of female child labourers.

Child labour is nearly always rooted in poverty compounded by other forms of marginalization: gender, language, ethnicity, disability and rural-urban differences. This is why the current economic and financial crisis calls for heightened vigilance and urgent measures to mitigate its impact on the poorest. According to forecasts, an additional 50 to 90 million people could be driven into extreme poverty. Evidence shows that child labour often increases during an economic downturn, as parents remove their children from school to supplement family income and delay the entry of their youngest children. Girls are all the more vulnerable in times of crises.

It would be an unforgivable setback for development if we let the progress made since 2000 slide. More children – and more girls – are in school than ever before. But the threats to education are serious. The economic slowdown means potential cutbacks in national spending on education and cutbacks in aid to education. Figures for 2007 – before the crisis – already point to a 22 per cent drop in aid to

basic education.

Protecting education – and protecting the most vulnerable – is part of the answer to the current crisis. There is no better investment for a society than education, in particular girls' education. Educating girls today has a lifelong impact on health, nutrition, employment and growth. Most fundamentally, education is a basic human right that is currently denied to 75 million children, 55 per cent of whom are girls.

UNESCO, as a founding member of the Global Task Force on Child Labour and the lead coordinator of the Education for All (EFA) movement, is committed to eradicating child labour. The Organization works in close collaboration with the United Nations' Girls' Education Initiative, the Inter-Agency Task Force on Adolescent Girls, the EFA-Fast Track Initiative and other partners, notably the ILO. It provides assistance to governments in designing and implementing inclusive education policies, in monitoring the UN Convention on the Rights of the Child whose 20th anniversary we celebrate this year, as well as other normative instruments that enshrine the right to education.

Child labour must be tackled through an integrated approach that includes measures to reduce poverty, provide universal education and promote social and economic development. Ensuring that primary education is free must be part of this package together with compensatory measures for the poorest families. I urge all governments and development partners to recognize the strategic role of education in breaking the cycle of poverty and promoting gender equality, and to ensure that eliminating all forms of child labour is a central plank of this policy.

Mensaje del Sr. Koïchiro Matsuura, Director General de la UNESCO, con motivo del Día Mundial contra el Trabajo Infantil 12 de junio de 2009

El hecho de que unos 218 millones de niños de edades comprendidas entre los 5 y los 17 años estén obligados a trabajar, es una afrenta a la dignidad humana y una violación de su derecho a la educación. El Día Mundial contra el Trabajo Infantil de este año, que se conmemora el 12 de junio, centra su atención en las niñas, porque éstas sufren múltiples formas de discriminación. Más de 100 millones de niñas están sujetas al trabajo infantil. Laboran para sus familias, pero también están expuestas a algunas de las modalidades de explotación más extremas, tales como el trabajo forzado, la esclavitud, la prostitución y la pornografía.

Aunque el número de niños que trabajan ha disminuido en un 11 por ciento desde el año 2000, y en un 33 por ciento el de los niños que realizan tareas peligrosas, en este último grupo todavía quedan 74 millones de menores de 14 años. El Convenio de la OIT sobre la edad mínima de admisión al empleo (1973) prohíbe que los menores de 15 años trabajen. Este año se conmemora también el décimo aniversario del Convenio No. 182 de la OIT sobre la prohibición de las peores formas de trabajo infantil. En especial, este instrumento exige a los gobiernos que tengan en cuenta la situación particular de las niñas trabajadoras.

El trabajo infantil casi siempre tiene su origen en la pobreza, combinada con otras formas de marginación: por motivos de género, idioma, pertenencia a un grupo étnico, minusvalía o diferencias entre el campo y la ciudad. Por esa razón la crisis financiera y económica actual exige mayor vigilancia y medidas urgentes que alivien su repercusión entre los más pobres. Según las previsiones, de 50 a 90 millones de personas más podrían sumirse en la pobreza extrema. La experiencia indica que las etapas de dificultad económica suelen

provocar un aumento del trabajo infantil, ya que los padres sacan a los niños de la escuela para que contribuyan al sustento de la familia y aplazan la matrícula de los más pequeños. En esos tiempos de crisis, las niñas son aun más vulnerables.

Si dejamos que se pierdan los avances logrados desde el año 2000, los esfuerzos en pro del desarrollo sufrirían un revés imperdonable. Actualmente hay más niños y niñas en la escuela que nunca antes en la historia. Pero la educación está expuesta a graves amenazas. La recesión económica entraña la posibilidad de que se reduzca el gasto público en educación y la ayuda que se brinda al sector. Las estadísticas de 2007 – antes de la crisis — indicaban ya que la ayuda destinada a la enseñanza básica había disminuido en un 22 por ciento.

La protección de la educación –y la protección de los más vulnerables— forma parte de la respuesta a la crisis actual. No hay mejor inversión para una sociedad que la educación, en particular la que se imparte a las niñas. Las enseñanzas que reciben las niñas de hoy surtirán efecto a lo largo de toda su vida sobre la salud, la nutrición, el empleo y el crecimiento económico. Y lo que es aun más importante: la educación es un derecho humano fundamental del que actualmente están privados 75 millones de menores de edad, de los cuales el 55 por ciento son niñas.

Por su condición de entidad fundadora del Equipo de Trabajo Mundial sobre el Trabajo Infantil y la educación, y de coordinadora principal de la iniciativa de Educación para Todos (EPT), la UNESCO se ha comprometido con la erradicación del trabajo infantil. La Organización colabora estrechamente con la Iniciativa de las Naciones Unidas para la Educación de las Niñas, el Equipo Interinstitucional de Tareas de las Naciones Unidas sobre las Adolescentes, la Iniciativa Vía Rápida de la EPT y otros asociados, en particular la OIT. La UNESCO facilita asistencia a los gobiernos con miras a elaborar y aplicar políticas integradoras en materia de enseñanza, dar seguimiento a la Convención de las Naciones Unidas sobre los Derechos del Niño, cuyo vigésimo aniversario celebramos este año, y a otros instrumentos normativos que consagran el derecho a la educación.

El problema del trabajo infantil debe abordarse mediante una estrategia integrada que incluya medidas para reducir la pobreza, proporcionar educación universal y fomentar el desarrollo económico y social. Un componente de esa estrategia debe ser la garantía de recibir enseñanza primaria gratuita, junto con medidas compensatorias para las familias más pobres. Exhorto a todos los gobiernos y a los asociados en las tareas del desarrollo a que reconozcan la función estratégica de la educación para quebrar el ciclo de la pobreza y promover la igualdad de género, y a que se aseguren de que la erradicación de todas las modalidades de trabajo infantil constituye un elemento fundamental de esta política

UNESCO
7, Place de Fontenoy
75007 Paris
France

Website:
www.unesco.org/dg
Email:
m.jardin@unesco.org
Telephone:
+ 33 (0) 1 45 68 13 26
Fax:
+33 (0) 1 45 68 55 66